

## Nouvelle dégradation de l'économie

**L'**IEDOM a publié hier sa note de conjoncture relative au quatrième trimestre 2013. Le bilan est contrasté. Il se conclut sur une hausse du moral des patrons, bien que les éléments relevés n'incitent guère à l'optimisme. En effet, l'IEDOM a constaté une augmentation de 25% du nombre de dossiers déposés à la Commission de surendettement. De plus, il note une dégradation générale dans l'ensemble des secteurs, sauf dans le BTP qui a réussi à augmenter ses effectifs malgré une diminution de 25% du nombre de logements autorisés. Voici un extrait de la note de l'IEDOM au sujet de l'activité économique, avec des inter-titres de "Témoignages":

### Secteur primaire en retrait

L'activité du secteur de l'agriculture, de la pêche et de l'élevage, se dégrade à nouveau en fin d'année alors même que les professionnels interrogés anticipaient une stabilisation. Les abattages de volailles et de porcins continuent de diminuer, respectivement de 2,3% et 1,6% (CVS). A l'inverse, ceux de bovins poursuivent leur progression (+ 4,2%). Les chefs d'entreprise s'attendent à une nouvelle baisse de leur activité au premier trimestre 2014.

### Recul de l'industrie

Le courant d'affaires du secteur des industries agroalimentaires recule une nouvelle fois mais à un rythme moins marqué qu'au trimestre précédent. Les entrepreneurs font par ailleurs état d'une trésorerie toujours dégradée et d'un alourdissement important de leurs charges d'exploitation. Leurs opinions sur les délais de paiement sont à l'inverse mieux orientées. Dans ce contexte, les professionnels du secteur anticipent une stabilisation de leur activité au trimestre prochain.

Dans le secteur des industries manufacturières, le courant d'affaires reste dégradé, conformément aux prévisions des entrepreneurs interrogés. Si leurs opinions sur les charges d'exploitation sont en hausse, celles sur la trésorerie et les délais de paiement continuent de se détériorer. Les chefs d'entreprise s'attendent ainsi à une nouvelle baisse de leur activité.

### Rebond pour le BTP

Le courant d'affaires du secteur du bâtiment et des travaux publics se redresse au quatrième trimestre 2013, conformément aux anticipations des professionnels. L'amélioration de l'activité devrait se poursuivre au premier trimestre 2014. Les entrepreneurs rehaussent par ailleurs leurs prévisions d'investissement et leur opinion sur les délais de paiement. La trésorerie et les charges d'exploitation sont également jugées bien orientées mais devraient se dégrader au trimestre pro-



Selon l'IEDOM, le secteur des services marchands a vu une nouvelle dégradation de son activité.

chain.

Les effectifs dans le BTP augmentent (+1,2%, CVS) pour la première fois depuis mi-2012. Les importations de ciment et de clinkers sont pour leur part en retrait, après avoir fortement rebondi au troisième trimestre 2013. Le nombre de logements autorisés diminue une nouvelle fois sur le trimestre (-25,5%, CVS) en raison à nouveau de la baisse du nombre de logements collectifs.

### Baisse de l'activité dans les services

L'activité dans le secteur des services marchands reste dégradée au quatrième trimestre 2013. L'opinion des chefs d'entreprise sur les délais de paiement, la trésorerie et les charges d'exploitation se détériore, conformément à leurs antici-

pations. Dans ce contexte, les entrepreneurs prévoient une baisse plus marquée de leur activité au premier trimestre 2014.

### Pessimisme dans le tourisme

Dans le secteur du tourisme, le courant d'affaires se dégrade encore légèrement, selon les professionnels interrogés. L'aug-

mentation du nombre de passagers sur l'axe Réunion-Métropole se poursuit au quatrième trimestre 2013 (+ 2,7%, CVS) et atteint + 3,7% sur un an. A l'inverse, la fréquentation hôtelière et le nombre de nuitées reculent respectivement de 2,1 points et de 4,1% (CVS) par rapport au trimestre précédent. Les chefs d'entreprise restent pessimistes et s'attendent à un début d'année 2014 toujours mal orienté.

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès  
69<sup>e</sup> année

### DIRECTEURS DE PUBLICATION :

1944-1947 : Roger Bourdageau • 1947 - 1957 : Raymond Vergès • 1957 - 1964 : Paul Vergès • 1964 - 1974 : Bruny Payet • 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom • 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon • 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud • Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

### RÉDACTION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29  
EMAIL RÉDACTION : [temoignages@wanadoo.fr](mailto:temoignages@wanadoo.fr)  
SITE WEB : [www.temoignages.re](http://www.temoignages.re)

### ADMINISTRATION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23  
EMAIL AVIS, ABONNEMENT :  
[avis.temoignages@wanadoo.fr](mailto:avis.temoignages@wanadoo.fr)  
EMAIL PUBLICITÉ : [pub.tem@orange.fr](mailto:pub.tem@orange.fr)

## Édito

Collectivités :  
les restrictions  
se confirment

Depuis mercredi, la Commission européenne a placé la France en surveillance renforcée. Parmi les motifs invoqués: le niveau de la dette. Ce classement la place au même niveau que l'Espagne et l'Irlande, deux pays qui était encore sous peu bénéficiaires d'une aide financière de l'Union européenne pour atténuer la crise.

L'autre motif de Bruxelles serait une "absence de compétitivité". Cette annonce n'est pas anodine dans le calendrier du gouvernement. En effet, ce dernier tente de décliner le "Pacte de responsabilité". Or, ce pacte annoncé par le président de la République a justement pour but de régler les problèmes de compétitivité dont souffre l'économie en France.

Dans son rapport, la Commission estime que ce qui a été décidé jusqu'à présent ne sera pas suffisant pour tenir l'engagement de réduction de la dette. Rappelons que si la France n'arrive pas à ramener le déficit public en dessous de 3% du PIB en 2015, alors le versement des fonds structurels européens aux régions pourra être suspendu. Ce sera une véritable catastrophe pour La Réunion, car ces fonds représentent plus de 2 milliards d'euros pour la période 2014-2020.

La mise en garde de l'Europe est sérieuse. Si la situation de la France s'aggrave, alors c'est toute la zone euro qui sera ébranlée, compte-tenu de la taille de l'économie française.

La mise en surveillance renforcée de la France donne une idée de la réduction de la marge de manœuvre pour le gouvernement. Elle fixe le cap du renforcement de l'austérité.

Le gouvernement a déjà mis à contribution les collectivités pour réduire les dépenses publiques. C'est la baisse de l'enveloppe globale allouée aux subventions de l'Etat aux collectivités.

Cette baisse va encore se poursuivre dans les années qui viennent. La ministre chargée de la Réforme de l'État a en effet expliqué que tout est sur la table. La procédure lancée par l'Union européenne confirme que les restrictions se confirment, avec un impact désormais certain sur les recettes des collectivités.

J.B.

## Section PCR du Port

## «A propos de Pass'Port : rétablir la vérité»

**F**ace aux tentatives d'exploitation politicienne, la section communiste du Port rappelle les faits afin que la population puisse juger sur des faits et non pas des déclarations fantaisistes.

L'approche des élections municipales est l'occasion pour certains, en manque d'inspiration, d'utiliser toutes sortes de prétextes pour provoquer des polémiques qui évitent la confrontation saine des idées et des projets.

Un des sujets qu'affectionnent ceux qui ont cette vision irrespectueuse de la politique et de la population est celui de l'association Pass'Port, dont la disparition est présentée sous un jour partisan et trompeur.

Il convient donc de rétablir la vérité et les Portoises sauront juger sur la base de faits et non sur les déclarations fantaisistes qui émaillent malheureusement cette campagne pour les élections municipales.

Quelques faits historiques permettent de rétablir la vérité:

- C'est sous l'impulsion de l'équipe municipale que l'association Pass'Port a été créée le 18 novembre 1989, avec des militants du monde culturel et de l'éducation populaire. La vocation de cette structure: organiser et favoriser l'animation dans les quartiers, accompagner les habitants dans leurs projets individuels ou collectifs (formation, diffusion culturelle, tourisme familial et social, etc.). Très vite, Pass'Port s'est imposée comme une association emblématique dont le rayonnement a dépassé les frontières communales et même celles de l'île.

- 20 ans plus tard, en 2009, Pass'Port disparaît, non pour des problèmes financiers mais bien suite à des difficultés engendrées par des rivalités de personnes et surtout des revendications salariales exorbitantes, bien au-dessus des rémunérations des employés communaux. Malgré les tentatives de médiation initiées par la ville, les grèves et les blocages vont se succéder

jusqu'à ce qu'une mission d'assistance soit confiée à des administrateurs judiciaires.

Dans les conclusions de leur rapport, les administrateurs judiciaires ont souligné, le 21 novembre 2008, que «le conflit dans lequel se sont enfermés les protagonistes depuis environ deux ans conduit à une prise de décision extrême: la demande de liquidation judiciaire alors même que l'association ne se trouvait pas en état de cessation des paiements et aurait pu ainsi bénéficier d'une procédure de sauvegarde». Dans ce document, les administrateurs judiciaires pointent par ailleurs, de la part de certains salariés, «des revendications personnelles et financières qui n'étaient pas adaptées aux ressources de l'association» ainsi que des «conflits de personnes devenus passionnels».

Cette situation a été poussée à son paroxysme par quelques personnes que l'on retrouve maintenant main dans la main avec un candidat ou embauchées dans la grande commune voisine. Cela a précipité la dissolution de la structure, malgré les tentatives de conciliation de la Ville.

- Afin de ne pas pénaliser la population et de combler progressivement le vide laissé par Pass'Port, la municipalité portoïse s'est engagée dans la création de centres sociaux et culturels. Ainsi trois centres sociaux et culturels ont déjà vu le jour sur la Ville: le centre du Coeur Saignant, le centre Farfar de la Rivière des Galets, le centre du quartier Say. Un quatrième est actuellement en préparation. Ces associations d'éducation populaire, rassemblées au sein de la Fédération des centres sociaux, sont particulièrement bien adaptées au travail sur le lien social, la solidarité, l'animation, l'accompagnement des personnes fragiles ou en détresse. Leur devise: «Pour un autre quotidien solidaire et citoyen».

Puisse cette devise inspirer ceux qui aujourd'hui ne sont motivés que par des règlements de compte reposant sur des contre-vérités.

La Section communiste du Port

## Communiqué d'Henri Hippolyte

Dégradation de véhicule et vol :  
non à la tentative de récupération politicienne

**S**uite à la publication dans la presse d'un communiqué d'Olivier Hoarau, Henri Hippolyte apporte les précisions suivantes:

Une femme a été victime de dégradation de son véhicule hier et d'un vol de papiers se trouvant à l'intérieur. Cet acte de délinquance est inacceptable et doit être condamné.

Il s'avère que cette citoyenne du Port est colistière du candidat Olivier Hoarau.

Cela n'autorise pas ce dernier à établir aussitôt un lien entre cette agression regrettable et l'appartenance de la victime à son camp politique.

Se livrant à une exploitation politicienne de cet incident, Olivier Hoarau,

par un communiqué, qualifie cet acte d'« agression électorale » et met en cause d'une façon totalement gratuite ses adversaires politiques.

Cette exploitation politi-

cienne est choquante et ne contribue pas à la sérénité de la campagne.

J'appelle chacun à garder son calme et à se concentrer réellement sur le débat d'idées.

Elections municipales - Mars 2014 - Le Port  
LISTE LE PORT, NOUT COMBAT, NOUT FIERTÉ

**M E E T I N G**  
vendredi 07 mars à 18H00  
ZAC 2 Parking face au centre du Coeur Saignant - Le Port  
Avec **PAUL VERGÈS**

**HENRI HIPPOLYTE**  
LOULOU 2014

LE PORT, NOUT COMBAT, NOUT FIERTÉ !

Permanence : 24 rue René Michel - 97420 Le Port  
Tél. 0693 03 94 43 - f louloumars2014 @HHLoulou2014

## Elections municipales à Bras-Panon

# Une liste en adéquation avec la population

**P**our Jeannick Atchapa, la liste présentée ce jeudi 6 mars répond aux aspirations de la population. Une liste d'union avec le Parti Communiste Réunionnais, représenté par sa secrétaire générale adjointe, Ginette Sinapin.

A l'occasion d'une réunion d'information, la tête de liste à Bras-Panon a présenté sa liste et son programme, appelé «Ensemble, faisons avancer Bras-Panon». Une liste paritaire de 33 personnes, où les jeunes ont été représentés, notamment au PCR, avec Stéphane Delort et Christophe Retournat.

### L'agriculture, pour le développement de Bras-Panon

Une chose est certaine pour Jeannick Atchapa, il faut du changement à Bras-Panon et «cette liste incarne le changement voulue par la population». D'autant que «nous avons beaucoup de jeunes issus de sensibilité politique» différentes. En parlant des deux jeunes du PCR, le candidat ne tarit pas d'éloge, «ils symbolisent bien le renouveau du PCR». Un PCR présent lors de cette réunion d'information et qui a mit l'accent sur l'agriculture.

Ginette Sinapin a expliqué les conséquences de la suppression du quota sucrier et des prix garanti: «Nous seront amener à travailler sur le secteur agricole et avec les agriculteurs, parce que se prépare une catastrophe sans précédent à La Réunion». «Beaucoup d'agriculteurs seront dans le besoin et devront faire face à un désastre. Il faut aller vers la diversification, afin de donner une alternative aux agriculteurs de Bras-

Panon» et de La Réunion, a affirmé Ginette Sinapin.

Une analyse partagée par les Panonnais présents lors de cette réunion. Le programme «rédigé collectivement», a indiqué Jeannick Atchapa, met en avant l'agriculture avec une série de proposition dont «inciter à la diversification et apporter une aide technique à la vente des produits». Un agriculteur a de son côté ajouté que «la terre est détournée au profit de l'urbain et des élus». Ce dernier a dénoncé «le détournement des subventions européennes» concernant le déclassement de terrain, dont 1.500 hectares ont changé de statut. Raison pour laquelle, selon lui, l'Union Européenne, veut supprimer ces aides. Il a préconisé «le maintien des terres et la préservation des terrains agricoles».

### Pour le changement

Entouré d'une équipe rajeunie et renouvelée à 60% par rapport à 2009, Jeannick Atchapa a expliqué en détails les engagements pris pour les Panonnais. Cinq projets majeurs seront expliqués à la population et 40 propositions sont faite pour le «développement durable» d'une «ville dynamique».

«On a réussi à bâtir ensemble un projet» à partir d'un «travail collectif. C'est exceptionnel mais cela montre notre état d'esprit dans laquelle nous seront si nous sommes élus». Il s'agit de «travailler et réfléchir» et «lorsque nous seront élus,



«Ensemble, faisons avancer Bras-Panon»

nous mettront en place un débat démocratique» et une liberté d'opinion, a expliqué le candidat de La Politique Autrement.

Les cinq projets majeurs sont «Orchidea Park», un parc touristique destiné à mettre en avant l'Orchidée et la Vanille, l'objectif est 100.000 visiteurs par an, «Activ'Jeunes», un plan dynamique d'animation sportive et culturelle mais aussi «Priorité Emploi», l'équipe mettre en place une stratégie d'implantation d'entreprise pour favoriser la création d'emploi.

Autre projets majeurs, «Gramoun' en Forme», il s'agit là de mettre en place de nouvelles actions et moyens pour la 3ème jeunesse, et enfin «Priorité pour Tous», qui sera un service d'assistance technique et financière pour les porteurs de projets. Un projet qui reflète pour Jeannick Atchapa, «le sérieux, le dynamisme et l'honnêteté auxquels ont droit les Panonnais».

Pour nombre d'entre eux, «en 20 ans, Bras-Panon n'a pas progressé, en fonction de ses possibilités» a indiqué l'un des colistiers. L'objectif de la liste sera de développer la commune afin de profiter pleinement «de ses richesses» pour les entreprises, qui peuvent avoir des avantages fiscaux, des espaces fonciers, des ressources naturelles et des accès routiers faciles, a expliqué le candidat de Bras-Panon, qui veut «clairement battre Gonthier».

Céline Tabou

## Elections municipales

# Réunions publiques avec Paul Vergès

**Vendredi 7 mars à 19h  
Le Port**

**Samedi 8 mars à 14h30  
Saint-Gilles les Hauts**

**Mardi 11 mars à 19h  
Saint-Louis ville**

**Mercredi 12 mars à 18h30  
La Possession**

**Tous aux meetings !**



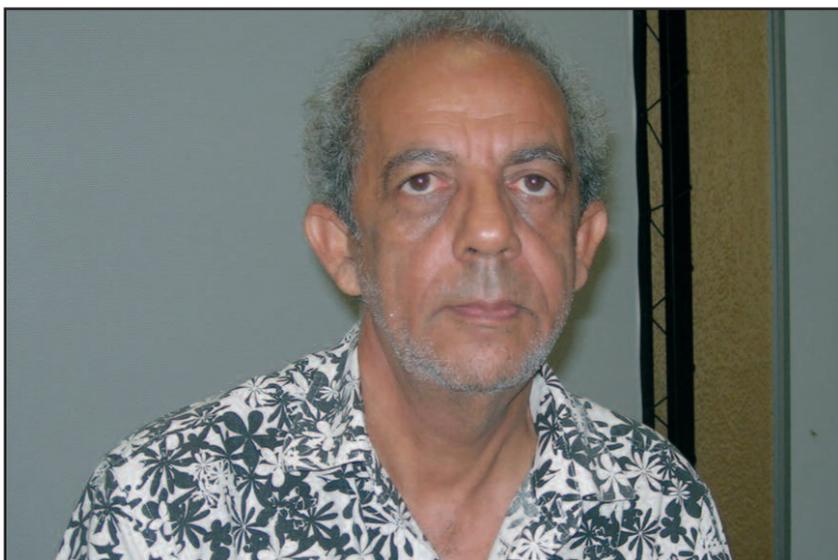
Stéphane Delort et Christophe Retournat.

**"Alon sazanrézoné"**

Billet philosophique

## Alon marsé pou nout kiltir

Les défis très importants et spécifiques auxquels est confrontée la vie culturelle réunionnaise sont évoqués actuellement dans tout le pays à de nombreuses reprises, lors de conférences, dans des œuvres d'artistes, d'écrivains etc... mais aussi dans des actions menées par les divers acteurs culturels du pays, comme par exemple la nouvelle "marche pour la culture" prévue le 12 mars à Saint-Denis, après celle du 10 février. Ce fut aussi le cas lors du débat organisé jeudi dernier à l'École Supérieure de l'Art au Port par l'E.P.I. (Espace pour Promouvoir l'Interculturalité) avec Raoul Lucas, sociologue et Maître de conférences en Sciences de l'Éducation à l'Université de La Réunion, sur le thème : "La Réunion entre l'interculturalité et le multiculturalisme".



Raoul Lucas.

Cette rencontre fut ouverte par Reynolds Michel, président de l'EPI, qui a rappelé les combats menés depuis de nombreuses années par Raoul Lucas. Ensuite, ce chercheur et militant culturel a présenté de façon très intéressante et d'un point de vue réunionnais cette contradiction importante à surmonter par tous les peuples du monde, chaque jour et tout au long de l'histoire de l'humanité : entre la diversité et l'unité. Autrement dit, à la fois respecter, valoriser, faire connaître, enrichir constamment la diversité culturelle de chaque peuple comme de l'humanité et en même temps renforcer notre unité.

Et ce n'est pas facile ! En effet, il a bien expliqué qu'il n'est pas simple de concilier le multiculturalisme — avec toutes les richesses et particularismes des diversités culturelles — et l'interculturalité, faite à la fois d'interaction, de dialogue et d'unité pour éviter le communautarisme, les divisions voire les guerres et améliorer la vie en commun. De fait, c'est un combat permanent à mener pour vivre à la fois égaux et différents, unis et libres, solidaires et responsables, dans une société harmonieuse, fraternelle, autonome et porteuse des grandes valeurs

humaines.

### Un combat de 350 ans déjà...

Comme l'a rappelé Raoul Lucas, le peuple réunionnais mène ce combat depuis sa naissance il y a 350 ans car il a toujours été confronté à toutes les formes d'inégalités, de dominations, d'injustices, d'exploitations et de divisions par les colonialistes et leurs complices, qui ont profité et veulent toujours profiter au maximum du pays. C'est d'ailleurs dans cet objectif que l'État monarchique et colonial français a occupé notre île et les autres pays de l'Indianocéanie pour s'enrichir le plus possible en créant la route de l'Inde.

Et c'est dans ce but que les colonialistes français ont mis en place — avec d'autres États coloniaux européens — le système économique inhumain de l'esclavage et de l'engagisme, au détriment de nos ancêtres malgaches, africains, comoriens, indiens, chinois et autres. Mais ce qu'il ne faut jamais oublier, c'est que dans le domaine culturel, ce système barbare — basé sur le racisme — a toujours joué sur la division des cultures, en instaurant

des discriminations et des oppositions, afin de profiter toujours au maximum des colonisés en les divisant.

### Un pouvoir de décision politique

Cependant, comme l'ont expliqué aussi bien Raoul Lucas que divers intervenants, il faut aussi souligner que depuis 1663 et ses premiers "marons", le peuple réunionnais a su résister de diverses façons et parfois avec un courage admirable au régime des profiteurs; notamment en créant sa langue créole et toutes les autres formes de notre interculturalité, avec la gastronomie, les savoir-faire, les créations artistiques et littéraires, le dialogue inter-religieux, la pensée créole réunionnaise etc... Mais ce combat n'est pas terminé car cette œuvre héritée de nos ancêtres doit continuer à être enrichie et renforcée sans cesse face aux nouvelles formes de racismes, d'inégalités sociales, de divisions et de profits mises en place par les classes dominantes dans le cadre d'un régime néo-colonial.

En effet, ce régime continue de vouloir assimiler de façon méprisante le peuple réunionnais aux Gaulois de France, d'inférioriser l'identité créole réunionnaise, de ne pas reconnaître sa spécificité et d'empêcher notre peuple d'avoir le pouvoir de décision politique libre sur tout ce qui le concerne, notamment en faveur des plus pauvres. D'où l'importance de l'action prévue le 12 mars prochain à Saint-Denis pour la culture, la science et l'éducation; face à l'assimilationisme et aux amalgames néo-coloniaux, alon marsé pou nout kiltir, tout en étant ouverts au monde.

Roger Orlu

(\*) Merci d'envoyer vos critiques, remarques et contributions afin que nous philosophions ensemble...! [redaction@temoignages.re](mailto:redaction@temoignages.re)

# Otè!

## Majine in pé, la vi inposib la moityé bann marmay !

*Mi koné pa si zot i suiv bien l'ané eskolèr. Mi koné pa si zot i koné kansa vakans é kansa lékol. Lé pa difisil pou savoir i sifi d'agard lo kalandriyé. Par l'fète mi sort rogard in kou lo kalandriyé é sak moin la vi, mi dé dir azot, la étone amoin in pé. Promez zafèr, moin téi koné, mé lé bon rafréshi in pé la mémoire: la rantré la tonm lo vin janvyé malgré tout lo féshe ké nana, malgré la plui, malgré sézon siklone. Sa i fé majine amoin nana désèrtin, sanm pou moin, la boir pétrol.*

*Astèr mi suiv in pé kalandriyé é mi oi na in pti vakans i komans lo sink mars. Zis in pti ropo! In pti ropo? Kroï azot sa. Lo pti vakans i fini lo disnèf mars, l'èr lo tan la fine arfréshi in pé. Lé vré in koupir tazantan, sa i fo. Lé vré dopi disnèf zanvyé ziska disnèf mars, sa i fé 2 moi, donk lé bon pou in pti ropo. Dakor, mé koman bann zanfan i artrouv azot ladan. Koman? Lé pa konpliké: bann famiy sak i gingn i fé travay zot marmay, sansa i pèy lékol o noir, é sak i gingn pa? Lo zanfan i arèt tèlkesé. aprè, parl amoin si zot i vé l'égalité dé shans. Parlé! Mé mi antan ap zot.*

*Mi domann amoin si sak i vé sa, la kalkil in sinp zafèr: la kantine. Kan na lékol lo marmay i gingn omoins in ropa "ékilibré", mi espèr an kantité sifizant, mé kan na poin lékol... kan la famiy na pi larzan pou fé komisyon, kosa k'i spas? I manz in boushé la kaz gran-mèr, ou sinonsa in famiy ziskatan in l'asosyasion i avans in bazar. Mi koné pa si in pé i suiv amoin bien. kisa? Sak i mank de riyin, sak na larzan an sifizans... Kèl l'égalité rant marmay? Kan in pé lo boujaron lé plin é kan d'ot, lo vant i kriy famine konm la fourmi dann la fab La Fontaine.*

*Si mi di sa, sé pou atir l'atansion bann birokrat, sé pou atir latansion bann zélu, konmsa zot i obli pa la vi inposib la moityé bann marmay nout péi... Pou dir azot, i fo trouv in tik-tak pou sa.*

Justin

**Nb : In bonpé marmay la fain, ankor zordi, tazantan dann nout péi.**